

Policy Brief



LES INNOVATIONS DANS LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE AU SÉNÉGAL :

Impacts et perspectives

Chercheur : Dr Papa Fara Diallo

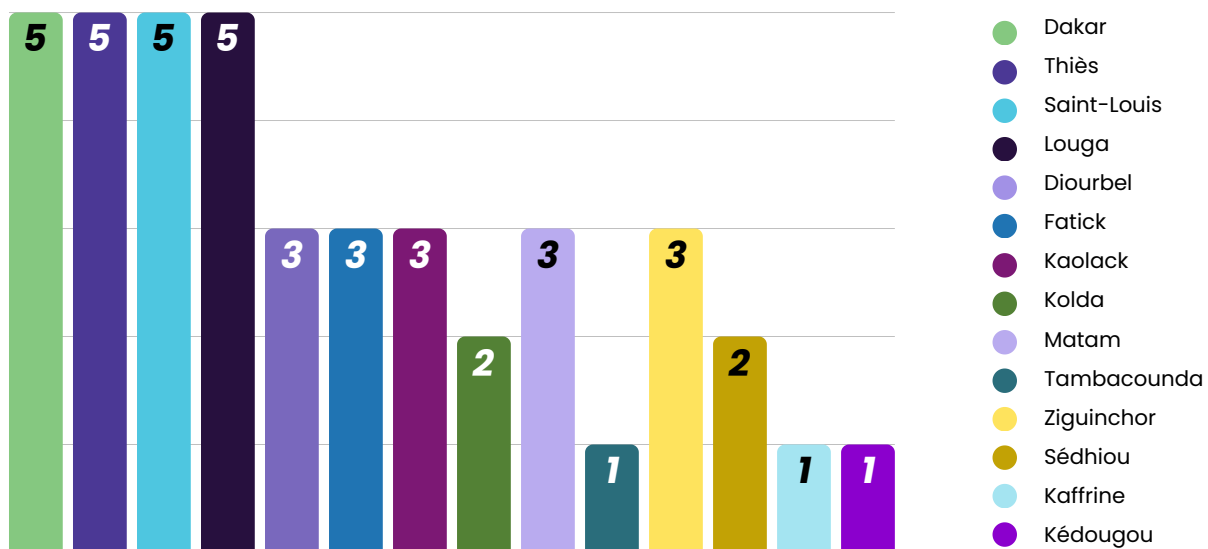
Résumé

Cette note de politique examine les innovations dans la gouvernance démocratique au Sénégal, en mettant l'accent sur leurs contextes et leurs impacts. À travers une méthodologie qualitative, l'étude analyse comment ces innovations, telles que les référendums, les consultations populaires et les forums citoyens, renforcent la participation citoyenne et améliorent la démocratie. Les résultats révèlent des effets positifs sur la transparence, la responsabilité et la cohésion sociale, tout en soulignant des défis d'inclusion et d'évaluation. Des recommandations sont proposées pour améliorer l'efficacité des mécanismes participatifs.

Faits saillants

- L'enquête a ainsi révélé que les régions telles que Dakar, Thiès, Louga et Saint-Louis présentent une dynamique sociale et économique plus propice à la compréhension des innovations démocratiques, tandis que les zones rurales font face à des défis d'accès à l'information et aux ressources.

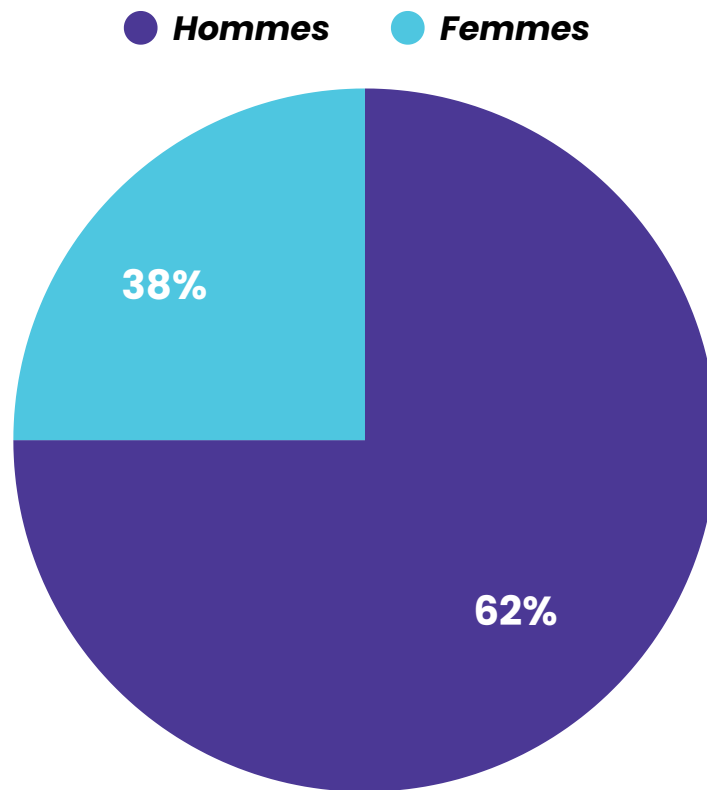
FIGURE 1 : LE NOMBRE DE RÉPONDANTS PAR RÉGIONS



Source : Enquête

- Les répondants à l'enquête qualitative, répartis dans les 14 régions du Sénégal, sont âgés entre 20 ans et 60 ans ; la tranche d'âge la plus représentative se situe entre 25-35 ans. La configuration sociodémographique de l'enquête est marquée par la prédominance des hommes (75%) sur les femmes (25%).

FIGURE 2 : RÉPARTITION DES ENQUÊTES SELON LE SEXE



Source : Enquête

Cela peut être expliqué par deux facteurs principalement :

- **Beaucoup de femmes interrogées** se déclarent « **incompétentes** » pour répertorier, proposer ou discuter des innovations démocratiques ; ce qui laisse supposer une meilleure compréhension des innovations démocratiques chez la population masculine.
- **Les hommes** ont exprimé **une plus grande volonté de participer à l'enquête**, là où les femmes évoquent en général un manque de temps.

La forte participation des universitaires (niveau Master et Doctorat), des professionnels, des consultants et des chargés de projet révèle un intérêt particulier de ces groupes sociaux pour les innovations démocratiques et une plus grande ouverture aux nouvelles idées et aux changements liés à la démocratie.

● INTRODUCTION

Au Sénégal, le paysage politique évolue rapidement, marqué par l'émergence de nouvelles formes de gouvernance démocratique. Ces innovations, qui incluent des référendums, des forums citoyens, des jurys citoyens, des consultations populaires ainsi que des pratiques de gouvernance collaborative et de budgétisation participative, visent à augmenter la participation des citoyens aux processus décisionnels. L'innovation démocratique désigne toute méthode, outil ou processus permettant de rendre la vie démocratique plus transparente, participative et collaborative, comparé au fonctionnement classique de nos institutions et de nos organisations. En effet, les initiatives qui proposent des solutions pour renouveler notre système démocratique se multiplient. Au croisement entre Civic Tech (outils numériques au service des citoyens), éducation populaire, gouvernance partagée et concertation, elles sont le fruit d'une énergie citoyenne nouvelle.

Cependant, leur adoption soulève des enjeux significatifs pour la démocratie et la qualité de la gouvernance. Cette note de politique s'intéresse à l'évaluation et évolution de ces innovations démocratiques à travers une méthodologie qualitative destinée à analyser leurs impacts et à définir des perspectives et des recommandations pour le futur.

● MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

L'approche méthodologique retenue est celle de la recherche action participative (RAP). La présente recherche a été menée selon une approche qualitative rigoureuse combinant une revue documentaire et une production de données empiriques dans les 14 régions du Sénégal. Cette analyse est centrée essentiellement sur la collecte de données par le biais d'entretiens individuels directs, des entretiens semi-directs téléphoniques et des entretiens indirects via un questionnaire Google forms. Des focus groups en ligne et en présentiel ont été organisés, respectivement avec des acteurs de la société civile provenant des 14 régions du Sénégal et avec des étudiants et enseignants-chercheurs de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. Ces échanges ont permis de recueillir des points de vue sur les meilleures pratiques, les innovations en cours pour renforcer la démocratie au Sénégal. L'analyse des données met en exergue des tendances significatives d'innovations endogènes documentées et testées au niveau national et a conduit à la formulation de recommandations pour une meilleure prise en compte de ces innovations. La collecte de données a été réalisée auprès d'acteurs locaux, des leaders communautaires, des membres d'OSC, des universitaires, des professionnels dans les 14 régions du Sénégal. Ces enquêtes se sont déroulées entre le mois de novembre et décembre 2024. Au total 42 entretiens ont été réalisés et 02 focus groups, ce qui a permis de recueillir des perceptions variées sur les porteurs, le contexte et les impacts des innovations en matière de gouvernance démocratique au Sénégal.

● RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

IMPACTS DES INNOVATIONS DÉMOCRATIQUES AU SÉNÉGAL

Les innovations démocratiques au Sénégal, qu'elles soient participatives, numériques ou délibératives, se sont multipliées ces dernières années grâce à des projets nationaux impliquant citoyens, chercheurs, organisations de la société civile et autorités publiques. Grâce à des initiatives novatrices, la science citoyenne et l'engagement des citoyens se sont imposés, générant plusieurs solutions pour renouveler et renforcer la démocratie sénégalaise :

- Amélioration de la transparence et de la responsabilité : Les mécanismes participatifs favorisent des échanges directs entre citoyens et décideurs ;
- Impact social positif : L'augmentation de la participation citoyenne contribue à la définition de politiques publiques plus adaptées aux besoins des communautés, augmentant la satisfaction des citoyens envers les services publics ;
- Facilitation du dialogue et de la cohésion sociale : Les forums citoyens et autres dispositifs participatifs favorisent le dialogue interculturel et renforcent la cohésion sociale, contribuant à une meilleure résolution des conflits ;
- Encouragement de l'engagement civique : Ces innovations mobilisent les citoyens autour des enjeux communs, renforçant leur engagement civique et leur participation active ;
- Renforcement du capital social : La participation des citoyens dans les processus décisionnels renforce le capital social, rendant les communautés plus résilientes.

Perspectives

Les perspectives suivantes sont à explorer :

- Expansion probable des services administratifs en ligne
- Renforcement de la participation citoyenne via les plateformes digitales
- Modernisation continue du système électoral avec de nouvelles technologies de l'information et de la communication
- Renforcement des compétences des collectivités territoriales • Développement de nouveaux mécanismes de participation locale
- Réduction entre zones urbaines et rurales
- Nécessité d'une meilleure coordination entre les différentes initiatives de participation et d'engagement des jeunes (h/f) dans les instances de gouvernance nationale et locale.

Les innovations démocratiques au Sénégal, bien que prometteuses, nécessitent une attention continue aux perspectives qui les entourent. Cet engagement multidimensionnel pourra contribuer à créer un environnement politique plus inclusif et participatif.

● CONCLUSION

Cette note de politique propose une réflexion approfondie sur les innovations dans la gouvernance démocratique au Sénégal et fixe des recommandations concrètes pour en maximiser les bénéfices tout en affrontant les défis réels à partir des 37 innovations démocratiques répertoriées.

● RECOMMANDATIONS

L'intégration des citoyens dans les processus d'innovation démocratique peut être améliorée grâce à des approches inclusives, participatives et adaptées telle que :

- Renforcer l'éducation civique et la sensibilisation dans des espaces de formation et de renforcement de capacités en matière d'innovations et d'initiatives démocratiques ;
- Exploiter les opportunités numériques de participation et d'engagement civique ;
- Encourager le dialogue multi-acteurs en intégrant les citoyens dans les processus d'innovation démocratique, il serait bénéfique de créer des espaces de dialogue politique et citoyen ouverts, permanents, sincères et inclusifs où chacun peut exprimer ses idées et préoccupations pour renforcer la démocratie ;
- Suivre et évaluer les innovations démocratiques ;
- Créer d'espaces de dialogues participatifs en encourageant la co-création et la co-décision. Il s'agira de créer et animer des plateformes où les leurs préoccupations et co-construire des solutions avec les élus ;
- Inclure des groupes marginalisés (femmes et enfants) dans les instances de gouvernance;
- Renforcer des mécanismes de consultation citoyenne avec des initiatives qui prennent en charge les analphabètes seraient dans le jeu politique, ce qui permet de renforcer la confiance entre élus et les citoyens ;
- Territorialiser les politiques publiques en
- intégrant des mécanismes de feedback pour les politiques publiques ou les réformes ;
- Digitaliser des services publics et la création de plateformes numériques interactives en mettant en place un dispositif de formation aux nouvelles pratiques numériques pour les citoyens dans le but d'obtenir une approche démocratique plus inclusive ;
- Veiller à plus de transparence et d'équité dans la redistribution des ressources ;
- Promouvoir un cadre législatif favorable aux innovations démocratiques et d'encourager la collaboration entre acteurs publics et privés ;

- Créer des groupes de travail mixtes incluant citoyens, experts et autorités ; mener des études de couches de la population ;
- Matérialiser la loi sur les lanceurs d’alerte et la doter d’un statut légal ;
- Institutionnaliser la loi sur la déclaration de patrimoine ;
- Matérialiser le statut de l’opposition.

Pour mieux intégrer les citoyens dans les processus d’innovation démocratique, il faudrait un renforcement des infrastructures numériques sur l’ensemble du territoire sénégalais, éliminer la fracture numérique qui existe entre les citoyens. Il faudrait donc une éducation au numérique pour les citoyens afin qu’ils puissent faire face à toute formes de manipulation.

Pour en savoir plus

POLARIS ASSO – FIDEMO, Rapport d’étude sur la cartographie des innovations démocratiques au Sénégal, 2024.

Remerciements

Nos sincères remerciements vont à toutes les personnes qui ont collaboré avec l’équipe de recherche durant tout le processus.



RESTONS CONNECTÉS !

@polarisasso

